

# **Le Marxisme Vivant**

Revue du KoorKom  
(Comité Coordinateur pour la construction d'un Parti Ouvrier International)

n° 2

octobre 2000/janvier 2001

<b>ONU, FORUM DES NATIONS OU INSTRUMENT DE RECOLONISATION.....</b>	<b>3</b>
Trois différentes réponses à une même question .....	4
La naissance de la Société des Nations.....	6
De la Société des Nations à l'ONU.....	8
L'ONU et le processus de décolonisation.....	10
L'ONU et les interventions militaires.....	13
L'ONU et le droit à l'autodétermination des peuples. ....	15
L'institution centrale de l'ordre politique de l'après-guerre. ....	17
Bosnie, Kosovo... les nouvelles enclaves coloniales. ....	18
Timor... indépendant ?.....	21
Ordre « multipolaire » et lutte pour le socialisme.....	23
Bibliographie : .....	26
<i>La rebelión de Asia</i> .....	26
<b>La Révolution Permanente : un cri de guerre pour le vingt et unième siècle.....</b>	<b>27</b>
Quel est la raison de cet attaque contre Trotsky ?.....	28
Marx et la Révolution Permanente .....	31
La théorie de Trotsky.....	33
Rosa Luxemburgo et la Révolution Permanente.....	34
Lénine et Trotsky.....	35
Lénine en février 1917.....	38
Quelles ont été les étapes ? .....	40
La Révolution Permanente dans l'après-guerre.....	42
Internationalisme ou socialisme en un seul pays ? .....	45

Cette brochure est l'édition en langue française de quelques articles de la revue *Marxismo Vivo / Marxism Alive* N° 2 publiée en espagnol et en anglais, voir [www.marxismalive.org](http://www.marxismalive.org)

1,50 €

Ed. resp. et adresse de contact: [lital.be@wanadoo.be](mailto:lital.be@wanadoo.be)

## **ONU, FORUM DES NATIONS OU INSTRUMENT DE RECOLONISATION**

**Angel Luis Parras**

Membre du PRT (Espagne et du Comité exécutif de la LIT)

Le dernier mois de septembre se réalisait le dénommé sommet du millénaire de l'Organisation des Nations Unies. Des chefs d'Etats, Présidents de gouvernements et des ministres de 185 pays se sont donnés rendez-vous à New York avec la prétention « d'essayer de dessiner le rôle des Nations Unies dans le XXI<sup>e</sup> siècle et de définir les réformes dont à besoin la propre organisation ».1

Dans le dénommé Dossier du Millénaire, son secrétaire générale, Kofi Annan, soutient que les Nations Unies, qui se sont fondée en 1945 afin d'introduire des nouveaux principes dans les rapports internationaux, ont obtenu de meilleurs résultats dans certains aspects que dans d'autres.

En ce qui concerne les « basses sphères », le dossier ne peut laisser de dessiner un panorama obscur. Dans les dix dernières années, plus de 5 millions de personnes sont mortes dans les guerres et l'on compte par millier les réfugiés. En ce qui concerne les conditions de vie, plus de la moitié de la population mondiale, 3.000 millions de personnes, survivent avec moins de deux dollars par jour ; de ceux-ci, 1.200 millions n'arrivent même pas à un dollar. 20% de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable et 800 millions ne disposent pas de service de santé. On peut continuer d'ajouter des données lamentables pour arriver à une conclusion plus qu'évidente: l'inégalité entre les nations et à l'intérieure d'elles même s'est approfondi. Kofi Annan développe une série de propositions toutes marquées par le même signe: le besoin d'une « profonde réforme de l'ONU ».

Aborder le rôle de l'ONU dans le cadre actuel des rapports internationaux ou parler de sa réforme dérive inévitablement vers plusieurs problèmes complexes qui sont, en générale, assez polémiques. Par exemple : la polémique de savoir si la dénommée

---

<sup>1</sup> El mundo, 4/9/2000

globalisation est, en son essence, un nouvel ordre social ou bien, sommes-nous en présence de l'exagération des traits les plus caractéristiques du système capitaliste dans sa phase impérialiste. Si « le commerce est appelé à substituer les guerres comme moyen d'appropriation de la richesse » ou si les crises permanentes et guerres démontrent que la distribution et redistribution du marché, loin de se régler par « la main invisible du marché » - comme disait Adam Smith - , sont réguler par la plus que visible « manu militari » que les armées des États imposent sous le drapeau de l'ONU et/ou de l'OTAN.

Parler de réforme de l'ONU dérive inévitablement à savoir quelle est aujourd'hui le rôle des États Nationaux: si nous assistons à leur « minimisation », à leur progressive « dissolution » ou bien l'État seulement reste *minimum* quant à ses obligations sociales en ce qui concerne l'éducation, la santé, les fonds de pensions.

Se sont des sujets qui ont besoin, sans doute, d'un traitement plus vaste et détaillé. Dans cet article, je me bornerais par conséquent à un seul sujet, d'ailleurs la base la plus élémentaire à partir de laquelle aborder avec une certaine rigueur ces débats plus complexes : qu'est-ce que l'ONU ?

### **Trois différentes réponses à une même question**

À cette question, la gauche s'est donnée trois différentes réponses.

Pour les partis social-démocrates, l'ONU fut un instrument de paix, de coopération entre les nations et de progrès économique et social. À travers les gouvernements européens, les partis socialistes ont participé du conseil de sécurité et des décisions essentielles de l'ONU.

Pour la gauche ralliée aux partis communistes, l'ONU était la garante de la paix, puisque la présence de la Russie ou de la Chine permettait la représentation des opprimés et contrecarrait les excès des puissances impérialistes.

À différence des courants politiques cités, pour la gauche révolutionnaire, l'ONU était l'expression de « l'accord contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique », l'expression de *l'ordre politique de l'après-guerre* basé sur le partage du monde en zone d'influence entre les cinq grandes puissances.

Comme dit l'un des plus résolu partisan des profondes réformes de l'ONU et auteur d'un vaste travail sur les Nations Unies, Maurice Bertrand, en cataloguant les différents courants de pensée: « le courant marxiste tend à analyser les rapports internationaux comme des relations de domination et d'exploitation, en d'autres termes, comme des relations de classes ». Effectivement, c'est ainsi, parce que pour les marxistes, lorsqu'on analyse les institutions politiques, nationales ou internationales, on ne peut pas séparer la nature sociale et politique d'une institution des traits essentiels du système social et économique dominant.

Pour la gauche révolutionnaire, le trait distinctif du système social, dès les débuts du siècle, était que « le capitalisme s'est transformé en impérialisme ». Et elle définissait par conséquent l'impérialisme, non pas comme une politique, mais comme une structure économique et sociale caractérisée comme « la phase monopoliste du capitalisme » (...) « ... sans oublier la signification conditionnelle et relative de toutes les définitions en générale (...) il convient de donner une définition de l'impérialisme qui ait les cinq traits fondamentaux suivants, à savoir : 1) la concentration de la production et du capital arrivée à un degré de développement tellement élevé qu'elle a créé les monopoles, qui jouent un rôle décisif dans la vie économique ; 2) la fusion du capital bancaire avec le capital industriel et la création, sur la base de ce capital financier, de l'oligarchie financière ; 3) l'exportation de capital, a différence de l'exportation de marchandises, acquiert une importance particulière ; 4) la création d'associations internationales monopolistes de capitalistes, qui se partagent le monde, et 5) la fin du partage territorial du monde entre les puissances capitalistes les plus importantes. ».<sup>2</sup>

C'est pour cette raison que pour les marxistes, l'ONU, comme n'importe quelle organisation internationale de cette nature née dans un système social comme celui-ci, ne peut être autre chose qu'une institution destinée à préserver cet ordre social dominant. L'ONU était par conséquent la continuité « perfectionnée » de l'ancienne Société des Nations à laquelle Lénine appelait « caverne de voleurs ».

---

<sup>2</sup> « El imperialismo fase superior del capitalismo ». V.I.Lenin

Ceux qui ont soutenu pendant cinq décades que la Russie et la Chine étaient les représentants de « la paix et le progrès » dans l'ONU, après les faits de 1989 et la fin, selon eux-même, du monde « bipolaire », devraient, logiquement, être aujourd'hui en train de fustiger des Nations Unies, qui selon leur raisonnement, maintenant seraient réduites à un seul pôle, celui de l'impérialisme. Cependant, ce n'est pas ainsi, et des dirigeants comme ceux de Izquierda Unida, par exemple, sont en général les plus grands défenseurs de l'ONU.

La même chose s'est passé dans la gauche révolutionnaire et les dénonces d'hier contre la « caverne de voleurs » sont devenues aujourd'hui des exigences à l'ONU pour qu'elle intervienne militairement Kosovo ou Timor-Est. Plus encore, la dénonce de ne pas être intervenu bien avant fut la consigne d'importantes organisations comme le Bloco de Esquerdas (Portugal) ou LCR (France). Une orientation similaire se répéterait face à l'agression russe en Tchétchénie.

Il faut dire, alors, que ceux qui continu à soutenir les anciennes caractérisations marxistes sur l'ONU sommes une minorité, bien qu'il soit vrai que la quantité ne garantie pas *per se* la raison.

Ainsi, aujourd'hui la même question qui provoqua trois différentes réponses dans la gauche est à l'ordre du jour : l'Organisation des Nations Unies, autant dans son développement historique que dans ses actions passées et présentes, est-elle, avec plus ou moins de perfection, un instrument de paix et de progrès ? Ou bien, au contraire, est-elle la version moderne du brigandage des grandes nations, un instrument politique de l'ordre social dominant : l'impérialisme ?

## **La naissance de la Société des Nations**

Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les rapports internationaux étaient marqués par les accords diplomatiques entre les États. Particulièrement, les trois dix dernières années du siècle furent fructueuses en traités et alliances militaires comme résultats des affrontements armés permanents dans lesquels vivaient les puissances européennes. Si en 1800 la proportion de la surface terrestre sous la domination européenne était de 35%, en 1914 le chiffre avait augmenté à 85%.

Dans ce contexte de domination européenne et de voracité coloniale, le premier essai d'un accord capable de comprendre une véritable dimension internationale fut, en 1899, la dénommée Conférence de la Haye, convoquée avec l'objectif d'établir une « convention pour l'arrangement pacifique des conflits internationaux ». Huit ans après, on signait un nouveau pacte pour l'arrangement pacifique les conflits internationaux. Le résultat de ces deux événements furent les 37 millions de morts et la dévastation de l'Europe après la première guerre mondiale en 1914.

Avec la signature de l'Armistice par l'Allemagne, en novembre de 1918, commence le processus de discussion et d'élaboration qui donnerait naissance au Pacte de la Société des Nations. Le Pacte établissait comme objectif « fomenter la coopération entre les nations pour leur garantir la paix et la sécurité »<sup>3</sup>. Le « système de mandats » en vertu duquel on confiait la tutelle des « peuples encore incapable de se diriger eux-même » aux États vainqueurs dans les guerres, qui se partageaient entre eux les anciennes possessions coloniales des pays vaincus, prenait une spéciale relevance. C'était « les nations les plus développées » qui assumaient la « mission sacrée de civiliser » et exerçaient « la tutelle en qualité de mandataire et au nom de la Société des Nations »<sup>4</sup>. Ainsi, s'établissaient aussi les nommés « protectorats ».

Dans le Pacte se constituait une Commission Permanente de Mandats chargée « de surveiller le correct accomplissement du régime juridique auquel étaient rattachées les anciennes colonies allemandes d'Afrique et du Pacifique et les anciens territoires de l'Empire Ottoman »<sup>5</sup>. On appliquait aussi une typologie de mandats (A, B ou C) qui définissait le degré de tutelle et de possibilité d'accès à l'indépendance.

La Société des Nations (*SDN*) avait comme organismes centraux le Conseil, l'Assemblée Générale et le Secrétariat permanent. Le Conseil et l'Assemblée étaient responsables de « l'activité exécutive de la Société » et, selon l'article n°5, les décisions de ces deux organismes

---

<sup>3</sup> La Sociedad de Naciones. José Luis Neila Hernández.

<sup>4</sup> Article 22 du Pacte de la Société des Nations.

<sup>5</sup> La Sociedad de Naciones.

devaient être « adopté par unanimité ». De cette façon, restait établi le virtuel droit de veto pour n'importe quel État.

La SDN créa des organisations adjointes comme, par exemple, l'Organisation Internationale du Travail (*OIT*). Face à la vague révolutionnaire qui secouait l'Europe dès la révolution russe de 1917, pour la SDN, la création de l'OIT se devait « à la conviction que la paix internationale était inséparable de la paix sociale ». Pour de nombreuses personnes, avec la SDN venait de naître un « nouvel ordre international », pour quelques-uns même, « un rudiment de Gouvernement Mondial » (Salvador de Madariaga).

## **De la Société des Nations à l'ONU.**

La Société des Nations s'affaiblissant au rythme des crises économiques – bien qu'elle se maintint formellement jusqu'en 1945 – sera définitivement enterrée en 1939, avec les restes d'une nouvelle guerre mondiale qui terminera avec plus de 55 millions de morts et, une deuxième fois, avec la destruction de l'Europe.

A la fin de la seconde guerre mondiale, le 26 juin 1945, dans la ville de San Francisco, s'approuvait la Déclaration des Nations Unies et avec lui naissait l'ONU. En se dirigeant aux représentants réunis à l'Assemblée Générale, le président des Etats-Unis, Truman disait : « Cette déclaration n'a pas été l'œuvre d'une seule nation ou d'un groupe de grandes et petites nations, sinon le résultat d'un grand esprit d'offrir et d'accepter, d'un maximum de tolérance face aux points de vue et aux intérêts des autres »<sup>6</sup>. L'ONU naissait-elle, comme disait Truman, d'une manière démocratique et non pas comme « l'œuvre d'une seule nation ou d'un groupe de nations » ? L'histoire de sa naissance démontre que l'ONU est très loin d'être cette fable que raconte Truman.

Le 1 novembre 1941, à la Conférence de Moscou, les Etats-Unis, l'Angleterre, la France et l'URSS « ... reconnaissent le besoin d'établir le plus vite possible une organisation internationale

---

<sup>6</sup> Documentos básicos sobre historia de las relaciones internacionales 1815-1991. Editorial Complutense.

générale »<sup>7</sup>. En décembre 1942, se célèbre la Conférence de Téhéran, entre les Etats-Unis, l'Angleterre et l'URSS. Pendant les festins, le dictateur Staline affirmait « maintenant c'est sûr que nos peuples agiront ensemble et amicalement, non seulement dans ce moment, mais aussi après la guerre »<sup>8</sup>. Du 21 août au 7 octobre 1944, à Dubarton Oaks (USA), les représentants des Etats-Unis, de la Russie, de l'Angleterre et de la Chine se sont réunis pour dessiner les bases fondamentales de ce qui deviendra la future ONU. Le document dénommé Propositions pour l'Établissement d'une Organisation Internationale Générale était un texte complet de la Déclaration des Nations Unies qui resta bloqué à cause de deux points de divergences: le système de vote dans le Conseil de Sécurité et l'intégration de diverses républiques de l'URSS comme membres des Nations Unies.

Entre le 4 et le 11 février 1945, se réunissait la Conférence de Yalta, où J. Staline (URSS), W. Churchill (Angleterre) et F.D. Roosevelt (USA), signaient le protocole suivant : « 1° Que le mercredi 25 avril 1945 sera convoquée une Conférence des Nations Unies au sujet de l'organisation mondiale et qui aura lieu aux Etats-Unis d'Amérique. (...) 3° Que le gouvernement des États-Unis, au nom des trois puissances, consultera le Gouvernement chinois et le Gouvernement Provisoire Français aux sujets des décisions adoptées pendant la présente Conférence concernant le projet d'organisation mondiale. ».

Dans la convocation dirigée au reste des nations on remarquait que « les bases pour une Déclaration » seraient les établies dans la Conférence de Dumbarton Oaks « complétées à présent par les suivantes dispositions », lesquelles établissaient le Conseil de Sécurité comme organisme clef des Nations Unies, le vote, le droit de veto des membres permanents, les principes directeurs au sujet des « territoires sous tutelle » ; décidaient aussi « le démembrement de l'Allemagne », la politique de « réparations de guerre » ; déterminaient des mesures sur la Pologne, la Yougoslavie, l'Iran, les rapports Bulgaro-Yougoslaves, l'Europe du sud-est, la convention sur les détroits, les accords sur le Japon, etc. En avril 1945 un Comité de Juristes réuni à

---

<sup>7</sup> Las Naciones Unidas. Pablo J. De Irazábal. Cuadernos Historia 16.

<sup>8</sup> Ídem.

Washington donnait le dernier coup de main. Deux mois plus tard, naissait l'Organisation des Nations Unies. Une naissance sans doute loin, très loin même, des affirmations de Truman.

L'ONU recueille dans ses principes « l'égalité souveraine de tous ses membres », mais sa structure et ses organismes directeurs sont la négation même de ces principes. Tel qu'on avait accordé à Yalta, le chapitre III de la Déclaration établit que l'Assemblée Générale est un « organisme délibératif » qui peut « considérer, étudier, traiter... » mais les décisions de l'Assemblée n'ont pas un caractère obligatoire pour les gouvernements. Dès Dumbarton Oaks et Yalta, le Conseil de Sécurité était conçu comme la pièce clef, l'essence de l'ONU. Les décisions du Conseil de Sécurité sont « d'accomplissement obligatoire » pour les états membres de l'ONU. Les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité (USA, Angleterre, France, URSS et Chine) ont le droit de veto et le vote négatif d'un d'entre eux paralyse n'importe quelles décisions. En d'autres termes, tandis que statutairement la Société des Nations exigeait « la règle de l'unanimité » pour adopter les décisions, les statuts de l'ONU établissent l'unanimité obligatoire... de cinq. Pour les défenseurs de l'ONU, la SDN a échoué à cause du « caractère démocratique exagéré qu'on a voulu lui donner et qui dégénéra en une totale anarchie »<sup>9</sup>.

À différence de son prédécesseur, l'ONU naissait après une guerre mondiale dans laquelle les Etats-Unis étaient entrés dans les disputes inter-impérialistes et qui marqua l'hégémonie nord-américaine sur les décadentes puissances européennes. En plus, elle est née au milieu de la montée révolutionnaire généralisée qui menaçait l'existence même du capitalisme en Europe.

## **L'ONU et le processus de décolonisation.**

Quelques médias et courants politiques parlent fréquemment de « l'ONU de la décolonisation », en la présentant comme le « porte-parole de la cause de la décolonisation ». C'est un fait que la période qui va de 1945 à 1965 concentre la plus part de la dénommé décolonisation. Si la première guerre mondiale avait marqué la fin de

---

<sup>9</sup> Las Naciones Unidas.

la suprématie politique des puissances européennes et le début de sa décadence, avec la fin de la seconde guerre (1945), la banqueroute des métropoles européennes spolia les luttes pour l'indépendance dans la plus part des territoires d'Afrique et de l'Asie, sous la domination coloniale anglaise ou française.

Dans ces années, des pays comme l'Inde et le Pakistan (1947), le Ceylan – aujourd'hui Sri Lanka – et la Birmanie – aujourd'hui Myanmar – (1948), le Soudan, le Maroc et la Tunisie (1956), le Ghana (1957), le Nigeria (1960), l'Ouganda (1962), le Kenya (1963), etc. ont obtenu leur indépendance. Dans d'autres pays, ces dates marquent le début de sanglantes guerres contre les puissances coloniales.

Les manières d'accéder à l'indépendance étaient conditionnées par divers facteurs, à partir desquels se produirent dans certains cas des guerres sanglantes et prolongées (comme en Algérie ou en Indochine), dans d'autres des « accords de décolonisations » (comme dans le sous-continent indien) ; ou bien les deux à la fois, c'est-à-dire des mesures de pressions avec des processus de décolonisation (Indonésie ou Congo Belge).

La guerre accentua le pillage colonial et avec lui la misère de ses peuples, c'est pour cette raison que la lutte pour la libération nationale s'associa, dans de nombreux cas, à la lutte pour la libération sociale. La révolution chinoise de 1949 fut la plus grande expression de ce processus et réveilla, spécialement en Asie, l'unité de ces deux processus, le social et l'anti-colonial (Indochine et Corée). L'opposition frontale au colonialisme créa de puissants mouvements nationalistes de masse dirigés par des caudillos bourgeois. Tel fut le cas de Nehru en Inde, Nasser en Egypte ou Sukarno en Indonésie.

Les gouvernements de l'Europe détruite étaient en face d'un dilemme de fer : affronter une montée retentissante de la lutte coloniale tandis que dans leurs propres métropoles ils étaient harcelés par un puissant mouvement ouvrier qui avait le pouvoir à portée de la main. La question était de savoir comment céder, inévitablement, en conservant en même temps le maximum d'influence économique, politique et militaire sur leurs anciennes colonies.

Face à ce dilemme, l'ONU fut l'instrument politique, juridique et militaire pour défendre les intérêts des grandes puissances coloniales

et préserver ainsi l'ordre social de domination. « En donnant l'indépendance, les puissances coloniales ont essayé de limiter les dommages de la décolonisation et prolonger leur domination, sous des formes plus discrètes. Ainsi ont obtenu l'indépendance la plus part des pays de l'Afrique noire. »<sup>10</sup>.

La Déclaration des Nations Unies aborda le problème colonial dans cette nouvelle situation. Le mécanisme juridico-politique fut le dénommé *Régime International d'Administration Fiduciaire*, qui n'était autre chose qu'un pas de plus dans l'établissement de règles du droit international colonial. La différence entre les mandats et le nouveau régime de tutelle réside en ce que l'objectif déclaré de ce dernier est « le développement progressif vers le propre gouvernement ou l'indépendance », tandis que dans celui des mandats ceci était seulement possible dans le dénommé « mandat A ». La tutelle coloniale contemplait, entre autres choses, l'instruction militaire et l'établissement de bases militaires.

La « mission » des nations administratrices était d'obtenir une « situation de base » afin que les administrés puissent accéder à l'autonomie. Ainsi, l'ONU devenait un instrument privilégié des grandes puissances pour établir une nouvelle relation avec les pays qui désiraient leur indépendance, un statut dans lequel sont resté attrapés la plus part de ces pays : *le statu semi-colonial*. C'était la dénommé « dépendance derrière l'indépendance » ou, comme quelques auteurs marxistes l'ont appelé, le « néocolonialisme ».

Les grandes puissances ont préservé la domination ou l'influence politique sur ces pays, elles se sont procurées l'exploitation des ressources économiques, elles les ont convertis en des endroits où exporter les capitaux des métropoles pour « la modernisation » ou « l'industrialisation », elles ont dirigé le pillage des matières premières et les ressources énergétiques et, en échange de quelques exportations limitées, elles se sont assurées l'importation de manufactures. Elles hypothéquèrent ainsi le futur des nouvelles nations « indépendantes ». La misère actuelle de continents entiers, comme l'Afrique, et sa dépendance des grands centres économiques

---

<sup>10</sup> La descolonización : El tercer mundo.

est impensable sans le pillage auquel elle fut soumise avant, pendant et après son « indépendance ».

## **L'ONU et les interventions militaires**

Faire référence aux relations de l'ONU avec les interventions militaires mériterait au moins un travail monographique à ce sujet. Néanmoins, il faut seulement quelques notes pour illustrer, plus qu'il n'en faut, la conduite politique d'une institution qui n'a pas hésité à utiliser le sabre là où « la diplomatie » n'arrivait pas.

En avril 1947, l'Angleterre annonce le terme de son mandat sur la Palestine et demande à l'ONU d'étudier « le problème du futur de ce territoire ». L'Assemblée de l'ONU créa un comité spécial « sur la question Palestine » dont le dossier majoritaire propose la division de Palestine entre juifs et arabes. Le 29 novembre 1947, l'Assemblée des Nations Unies résolvait « l'approbation et l'application, au sujet du futur Gouvernement de Palestine, du Plan de Division avec Unité Économique exposée ci-dessous »<sup>11</sup>. La résolution chargeait le Conseil de Sécurité d'adopter « les mesures nécessaires prévues dans le plan pour l'exécution du même ». Même le local de votation ne se sauva pas des incidents. Coupant court à la résistance du peuple de Palestine en particulier, et de l'Arabe en générale, à la division, la résolution de l'ONU affirmait « que le Conseil de Sécurité considère comme une menace à la paix, une violation de la paix ou un acte d'agression (...) toute tentative destinée à altérer par la force l'accord prévu par la présente résolution »<sup>12</sup>.

Face aux affrontements armés qui se sont généralisés, l'ONU décida d'envoyer une Commission de « cessez-le-feu » à Jérusalem. Le 14 mai 1948, Israël proclamait son indépendance, un jour après l'armée arabe provenant de Syrie, Transjordanie, Liban et d'Egypte entre en conflit contre le récemment fondé État Sioniste. Dès cet instant, l'ONU ne s'arrêtera pas de promouvoir le « cessez-le-feu », des « commissions de conciliation », et d'établir des lignes pour une « solution définitive », etc. Ca fait déjà 53 ans et cependant les crimes

---

<sup>11</sup> Resolución 181(II) de la ONU sobre Palestina (29 de Noviembre de 1947)

<sup>12</sup> Ídem.

de l'État Sioniste et le drame du peuple de Palestine continuent. La plus grande enclave militaire impérialiste en territoire arabe, un état créé de manière artificielle pour préserver la domination politique et militaire des puissances impérialiste dans la zone, Israël, a été créé par l'ONU.

La division de la Palestine réveilla le processus révolutionnaire dans les pays arabes. En 1922, l'Angleterre considéra le protectorat en Egypte comme terminé et instaura un régime monarchique qui lui garantissait les privilèges qu'elle maintenait. En juillet 1952, le groupe des Officiels Libres commandés par Gamal Abdel Nasser détrône le roi Faruk et proclame la République. Le nouveau régime naissait comme une expression de la montée révolutionnaire et à la tête de celui-ci n'était autre que Nasser, le dirigeant de la résistance de la bourgeoisie arabe au processus de semi-colonisation, le Panarabisme. Nasser, appuyé sur un puissant mouvement de masses, développa une politique de nationalisations, de réformes sociales qui lui garantirent l'appui populaire et commença la construction de l'immense barrage d'Assuam afin de réaliser quelques mesures de réforme agraire et de modernisation industrielle. L'affrontement contre les puissances coloniales culmina en 1956 avec la nationalisation du Canal de Suez. Dans le discours qui annonça la nationalisation, Nasser disait : « Nous avons lutté pour nous débarrasser des restes du passé, de l'impérialisme et du despotisme (...). Nous luttons (...) afin d'établir un état indépendant, une véritable indépendance, autant politique qu'économique (...). L'impérialisme a essayé par tous les moyens de porter atteinte à notre nationalisme arabe. Il a essayé de nous disperser et de nous diviser. C'est pour ceci qu'il a créé l'Etat d'Israël (...). Aujourd'hui je vous dirais tout au sujet des négociations. Dès 1952 et après la victoire de la révolution, l'Angleterre et les Etats Unis ont commencé à établir des contacts avec nous et nous ont demandé de nous allier à eux mais nous avons toujours répondu que nous ne pourrions jamais faire partie d'un pacte qui n'agrouperait pas tous les états arabes (...). »<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> Nacionalización del Canal de Suez (26 de julio de 1956). Documentos Básicos sobre Historia de las Relaciones Internacionales 1815-1991. Editorial Complutense.

La nationalisation fut combattue avec l'intervention des troupes israéliennes, françaises et anglaise qui occupèrent le canal. Non sans frictions entre les Etats Unis et ses alliés européens, une résolution de l'Assemblée des Nations Unies exigeait la retraite des troupes et leur substitution par une Force d'Urgence des Nations Unies « pour le maintien de la paix », la UNEF. Ainsi naissaient les connus populairement « casques bleus ».

Comme l'affirme le propre Maurice Bertrand : « l'ONU ne fut pas conçue 'pour établir la paix', c'est-à-dire de faciliter les négociations avant ou pendant les conflits, sinon seulement pour maintenir la paix une fois que l'utilisation de la force ait réussi à obtenir une solution. ».

## **L'ONU et le droit à l'autodétermination des peuples.**

Entre les garants de l'ONU, il est commun de parler de la défense que cette organisation a fait et fait du droit d'autodétermination des peuples. De nombreuses organisations nationalistes ont en l'ONU l'espoir de leur libération nationale.

Apparemment, lorsque l'ONU « tarda » d'intervenir en Kosovo ou Timor, ou ne l'a pas fait en Tchétchénie, elle serait en train de « contredire ses principes ». Pour ceux qui réclament l'existence d'une telle contradiction, c'est un fait qu'il existe plusieurs documents et résolutions de l'ONU, sa même Déclaration Constitutive, dans laquelle figure expressément comme un principe élémentaire le droit d'autodétermination des peuples. Dans un des documents les plus mentionnés, la Déclaration de Principes sur le droit international, on peut lire : « Tous les peuples ont le droit à déterminer librement sans ingérence externe leur condition politique et de continuer leur développement économique, social et culturel (...). L'établissement de l'État souverain et indépendant ou l'acquisition de n'importe quelle autre condition politique décidée librement par un peuple, constituent des formes de l'exercice du droit de libre détermination de ce peuple... ».

Toujours est-il que (seulement en apparence), avec une telle reconnaissance il se passerait comme en générale il se passe avec le

droit bourgeois qui, dans le meilleur des cas, reconnaît le droit mais non pas l'exercice du même. Robert Lansing, qui fut secrétaire du président nord-américain Woodrow Wilson, disait que le principe des nationalités « est une de ces déclarations qui paraissent vraies, qui sont fondées sur le Droit Naturel, mais qui, lorsqu'elles se revendiquent pour des cas concrets, elles deviennent un facteur d'instabilité politique et de désordre et, de nombreuses fois, de cause de rébellion. ». Pour l'auteur de cette phrase, le droit d'autodétermination des peuples est « un principe chargé de dynamite ».

Apparemment, c'est choquant le fait que tant les pays de l'Europe Occidentale que la propre Russie aient souscrit des documents où figurait « le droit d'autodétermination des peuples » tandis que ce droit était « un principe chargé de dynamite » à l'intérieur d'une Europe, de l'Est et de l'Ouest, remplie de nationalités.

Mais, pour couper court aux éventuelles équivoques, la propre résolution de l'ONU antérieurement citée éclairait : « Aucune des dispositions des paragraphes précédents ne se comprendra dans le sens où elles autorisent ou fomentent n'importe quelle action acheminée à violer ou à porter atteinte, total ou partiellement, l'intégrité territoriale des États souverains... ». Afin de résoudre n'importe quelle interprétation équivoque, La Déclaration Constitutive des Nations Unies fut accompagnée d'un vaste Dossier explicatif des contenus de la Déclaration dans lequel on pouvait lire : « D'ailleurs (...) ce principe n'est pas compatible avec les objectifs de la Déclaration sinon dans la mesure où il implique que les peuples ont le droit de s'administrer eux-mêmes, mais n'ont pas le droit de sécession »<sup>14</sup>. Et s'il reste un doute à ce sujet, U. Thant, qui fut Secrétaire Général de l'ONU en 1970, disait : « Les Nations Unies n'ont jamais accepté, n'acceptent pas, et, je crois, n'accepteront jamais le principe de sécession à l'égard d'une part du territoire de ses États membres. »<sup>15</sup>.

Et, cependant, c'est précisément là où réside le problème essentiel de la souveraineté des nations, parce que le droit d'autodétermination des peuples, sans le droit de sécession, n'est qu'une expression trompeuse destinée à légitimer l'annexion des petites nations aux

---

<sup>14</sup> Doc 343 I/1/16 Volumen VI.

<sup>15</sup> La teoría del derecho a la autodeterminación de los pueblos.

mains des grandes. L'ONU est née comme l'institution dédiée à essayer de donner une légitimité « démocratique » et universelle à un principe : tous les peuples n'ont pas le droit de déterminer librement leur condition politique et de continuer leur développement économique, social et culturel.

## **L'institution centrale de l'ordre politique de l'après-guerre.**

Un des arguments réitératifs des courants pro-réformes de l'ONU est que sa structure l'a rendu « inopérante ». Un Conseil de Sécurité (CS) agroupé autour de cinq membres permanents et le droit de veto « paralysent » le « normal fonctionnement » des Nations Unies. Comme nous avons essayé de démontrer, le CS et le droit de veto ne sont pas des faiblesses, des erreurs, sinon le noyau substantiel, la raison d'être de l'ONU.

L'ONU - sa Déclaration et, essentiellement, sa structure – fut la forme institutionnelle, juridico-politique, qu'adopta après la seconde guerre mondiale le partage des zones d'influences dans le monde entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique. L'ONU devenait alors l'institution prédominante de l'ordre politique de l'après-guerre, c'est-à-dire du régime politique, l'expression de la dénommée coexistence pacifique. Pour les grandes puissances européennes et les Etats Unies, l'accord permettait de démanteler les révolutions ouvrières en cours en Europe, et de garantir que l'ordre social dominant continuerait d'être l'impérialisme ou ce que l'euphémisme en usage appelle la Société de Marché. Et là où ni la diplomatie, ni même la violence, ont pu freiner les révolutions en cours et l'expropriation aux capitalistes (Est d'Europe, Chine, Corée, Cuba, Vietnam, ...) la bureaucratie moscovite se chargerait de les maintenir sous leur « zone d'influence ».

Il est fréquent d'utiliser, comme symbole de la « paralysie », les 279 occasions où, pendant toutes ces années, un des « grands » utilisa le droit de veto. Sans doute ce chiffre exprime un processus plein de tensions, mais il convient de se rappeler que, dans le fond, le veto n'empêchait jamais de préserver les zones d'influences de chacun.

Sous la bannière de l'ONU, les Etats Unis sont intervenus en Corée, en 1952. Sous la même bannière, en 1960, des troupes européennes débarquèrent au Congo, en appuie des intérêts belges et des multinationales minières de Katanga, contre l'indépendance. Dans d'autres occasions, le CS ne fut pas un empêchement pour les interventions militaires. Ce fut ainsi à Cuba, en mars 1961, lorsque les Etats Unis sont intervenus contre la révolution cubaine dans la célèbre Baie des Cochons. Le gouvernement cubain présenta une motion à l'ONU mais l'Assemblée Générale décida de « remettre le cas à l'OEA », de laquelle, évidemment, était exclue Cuba. Et c'est ainsi que les Etats Unis envahirent République Dominicaine en avril 1965. Ou en 1962, lorsqu'ils l'ont fait au Vietnam. Ni même mentionner que le veto ne fut pas un empêchement pour que la bureaucratie soviétique puisse garantir l'ordre dans sa zone d'influence. Ainsi elle l'a fait en 1956 contre la révolution hongroise et en 1968 contre la révolution tchécoslovaque.

## **Bosnie, Kosovo... les nouvelles enclaves coloniales.**

Il y a déjà cinq ans que se sont signés, dans la base nord-américaine de Dayton, les accords qui ont mis fin à la guerre en Bosnie et qui seraient le « modèle » de futurs accords. Selon les Accords de Dayton, il devrait y avoir un an de transition supervisé par une « administration internationale ». Cette année de transition terminerait avec les élections qui donneraient lieu à la « naissance démocratique de la nation bosniaque ». En septembre 1996, se sont réalisés les élections qui furent supervisées par les organismes internationaux que l'ONU avait désigné. Cependant, l'« administration internationale » fut prorogée initialement deux ans de plus pour une « période de consolidation » et, en décembre 1997, on décida la proroge indéfinie.

La présence d'organismes internationaux, comprenant plus de 200 ONGs, qui interviennent dans la mise en pratique des politiques du gouvernement, a fait que quelques-uns baptisent Sarajevo comme la « capitale mondiale de l'interventionnisme ». L'Officine du Haut Représentant de la Communauté Internationale (OHR) a été en train

d'accumuler à chaque pas des nouveaux pouvoirs, au point que, dès 1997, les pouvoirs comprennent décider sur la présidence du Conseil des Ministres, prendre des mesures qui ne sont pas accordées par les autorités bosniaques, destituer les postes élus dans tous les niveaux du gouvernement, etc. La dénommée « communauté internationale » règle en Bosnie absolument tout : les décisions des « autorités bosniaques », les provisions des services municipaux, les pratiques d'emploi, les admissions dans les collèges, les sports, etc. Plus de 50.000 soldats et « administrateurs internationaux » veille à tout parce que, selon eux, la population bosniaque « endommagée et traumatisée » n'est pas capable d'agir indépendamment et de prendre des décisions « entre ce qui est correct et incorrect »<sup>16</sup>.

Sur le schéma juridico-politique de Dayton, en février 1999, se sont signés les traités de Paris/Rambouillet qui mettaient fin à la guerre en Kosovo. Lorsque cet article paraîtra, les élections municipales de Kosovo se seront réalisées, en théorie un pas important pour l'auto gouvernement. Toutefois, pour dissiper les doutes, l'Administrateur des Nations Unies, Bernard Kuchner, tandis qu'il harangue les albanos-kosovars afin de participer aux élections, (« Vous êtes le type de gens qui pourra réussir que ces élections soient libres et démocratiques »<sup>17</sup>) il éclaire que « la mission internationale devra se donner un délai d'un maximum de 10 ans pour obtenir les premiers résultats et projeter la retraite militaire »<sup>18</sup>.

Pareil qu'en Bosnie, les « administrations internationales » de l'ONU se prorogent elles mêmes indéfiniment. Pareil qu'en Bosnie, la présence massive des militaires et ONGs caractérisent la vie quotidienne et, pareil que dans les anciennes enclaves coloniales, la vie tourne autour des militaires et des « emplois » que garantie la présence du colonisateur. Le dernier 15 août, les soldats de la KFOR fermaient l'usine de plomb de Zvencan « à cause des émissions de gazes polluants » ce qui donna l'origine d'un affrontement avec les 400 travailleurs de l'usine et nous rappelle l'incident prolongé des ses mêmes forces avec les miniers de Kreпча.

---

<sup>16</sup> New Left Review, David Chandler

<sup>17</sup> El Mundo, 13 de Agosto de 2000.

<sup>18</sup> El Mundo, 11 de Junio de 2000.

Il y a déjà plusieurs dénonces et au moins deux procès judiciaires contre des soldats nord-américains à cause de mauvais traitements à la population. Et, comme dans les anciennes administrations coloniales, le dernier 5 juin fut retiré de circulation pendant huit jours le journal kosovar Dita.

En ce qui concerne les conditions matérielles d'existence, qui sont la source des problèmes, la base matérielle du problème national, après l'intervention de l'OTAN et de l'ONU, autant la Bosnie que Kosovo, loin de la « souveraineté nationale », sont en train de reproduire les scènes des économies et des sociétés coloniales les plus décadentes : celles des enclaves militaires. Ce sont des économies qui tournent autour de la présence militaire et des ses dérivés civils, où l'on ferme les usines tandis que les bordels prolifèrent et où les jeunes n'ont pas d'autre futur que d'émigrer pour devenir des mains d'œuvres bon marché dans les « grandes puissances » européennes.

Du point de vue des droits nationaux de ces peuples, il y a bien peu à ajouter, cependant les derniers événements en Yougoslavie méritent d'être mentionnés. L'opposition yougoslave n'a pas cessé de rappeler et de réclamer aux Nations Unies que la résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'ONU, signée après l'agression militaire en Serbie, établit la souveraineté serbe sur Kosovo et le retour progressif des forces militaires yougoslaves a Kosovo.

Les choses se compliquent puisque les manifestations des forces politiques et le peuple albano-kosovar ne laissent aucun doute et se succèdent de nos jours les concentrations massives en réclamant *l'indépendance*. Serions-nous donc, comme au début ? Du point de vue de ceux qui défendent le droit d'autodétermination des peuples, comprenant leur droit à la sécession, malheureusement, non. C'est pire puisque, comme dit l'Administrateur de l'ONU : « la meilleure réussite de l'ONU au Kosovo fut désarmer le ELK »<sup>19</sup>.

C'est cela la prouesse de l'ONU : désarmer les peuples, donner le monopole des armes à une armée professionnelle commandé et dirigé par l'administrateur colonial de service, condamner à la population à vivre dans la misère ou à émigrer hors de l'enclave... Et de la lutte qui

---

<sup>19</sup> El Mundo, 28 de Marzo de 2000.

fut à l'origine du problème, le droit national, qu'ils l'oublient. Le problème c'est que pour que la mission termine ils ont besoin de ce qu'ils n'ont pas : la résignation du peuple kosovar.

Ceux qui ont dénoncé le jour même l'ONU à cause de l'embargo d'armes en Bosnie, ceux qui ont revendiqué le droit des peuples à ce défendre, armes en mains, nous sommes accusés, tout au moins, de « militaristes » ou de « violents ». Ce n'est pas mon intention d'aborder ici un sujet aussi délicat comme celui de la violence, mais je veux rappeler, tout au moins, que c'est un curieux pacifisme celui qui clame désarmer les peuples tandis qu'il donne le monopole des armes aux armées. Curieux antimilitarisme et pacifisme de ceux qui ont trouvé dans les interventions militaires de l'OTAN et de l'ONU la réponse aux conflits nationaux.

### **Timor... indépendant ?**

Le dernier 30 août, Timor Loro Sae célébrait un an du référendum où fut voté son indépendance. L'exigence de la gauche à l'ONU pour qu'elle intervienne après les événements sanglants qui succédèrent à la votation populaire fut quasi unanime. Le discours du député de la LCR française, Alain Krivine, récriminant à l'ONU son intervention tardive est excessivement connu, ainsi qu'est connue l'enthousiaste campagne des dirigeants du Bloco de Esquerdas (**BE**) portugais réclamant la même intervention. Pour les dirigeants du BE « la conquête de l'indépendance de Timor Loro Sae - récompense plus que juste pour la souffrance indescriptible d'une nation aux mains d'un régime qui chercha son extermination – a l'effet d'une lumière au fond d'un tunnel. À la fin, dans cette fin de siècle, il est encore possible de mener à bon terme une lutte de libération »<sup>20</sup>.

À Timor, un an plus tard, celui qui gouverne est un administrateur de l'ONU, le brésilien Sergio Vieira de Mello : toutes les décisions lui correspondent. À l'occasion du premier anniversaire du référendum à Timor, la même presse portugaise, qui était tant pour l'intervention, faisait des commentaires comme le suivant : « *Timorais entre l'espoir et l'incertitude*. Ayant passé douze mois, l'ambiance qui se vit à

---

<sup>20</sup> As nossas prioridades. Bloco de Esquerdas (Portugal)

Timor est de liberté, mais la facture à payer est élevée, le style de vie des étrangers, surtout ceux de l'ONU, contraste avec la pauvreté du peuple timorais, la trace de la destruction est encore présente dans la mémoire et dans les rues et la lutte pour la survie se déroule de jours en jours... ». Le responsable même d'infrastructures du gouvernement de l'ONU affirme, un an plus tard, que, dans son domaine « nous avons pratiquement tout à faire (...) ce qui est fait ce ne sont à peine que des accommodages. (...) Les réseaux d'eau et d'assainissement élémentaires sont pratiquement inexistantes (...). Quant au transport (...) en plus des nombreuses jeeps de l'administration transitoire de l'ONU, circulent dans les rues du territoire des motos et quelques carrosses colorés qui servent de taxi-autocar, qui vont éclater, avec des passagers suspendus aux poignées des portes. (...) La vie est retournée à la capitale (...) avec une circulation chaotique dans les rues sales, des maisons roussies, où déambulent des porcs, des chèvres et des personnes (...). Les magasins sont encore peu nombreux et ceux qui existent appartiennent aux portugais, australiens et chinois. ».

Le taux de chômage est de 80% et « à part les quelques timorais embauchés par l'ONU, les postes de travail ne sont pas abondants (...). La population locale se demande où sont partis les presque **55 millions de contos** déjà canalisés pour le territoire (...). Dans le secteur de la justice on a décidé que la législation indonésienne continue (...) le jugement des graves crimes continue sans dates fixées. ».

A l'unique institution bancaire qui existe à Timor, la Banque Nationale Ultramarine (**BNU**), viennent tous les jours des centaines de personnes à la recherche d'un prêt. La raison est que la Banque Mondiale, en collaboration avec le BNU, a lancé un « programme de prêts » avec un intérêt de 10% annuel sans date limite de paiement. Chaque timorais pouvait demander entre **110.000 écus et 11 mil contos**, pourvu qu'il présente « un projet viable ». « Jusqu'à mi-août, déjà 6,7 millions de contos avaient été demandés, mais à peine 20 propositions furent acceptées. ». (...) « Un autre problème à résoudre

par le gouvernement transitoire est celui des nombreux réfugiés qui se trouvent encore à Timor Occidental »<sup>21</sup>.

Sans doute que l'indépendance de Timor Loro Sae serait, comme le disent les dirigeants du BE, « une récompense plus que juste » pour le souffrant peuple maubère. Aussi, nous ajoutons, que cette indépendance n'est pas une garantie suffisante pour résoudre les problèmes sociaux. Ce que les faits ne démontrent nulle part c'est qu'une telle indépendance existe et, moins encore, qu'avec la présence de l'ONU il soit possible de « mener à bon terme une lutte de libération ». Sous le gouvernement de l'ONU, Timor est aujourd'hui plus loin de l'indépendance et plus près, lamentablement, d'une nouvelle enclave coloniale.

### **Ordre « multipolaire » et lutte pour le socialisme.**

Pour ceux de gauche qui soutiennent les nécessaires réformes de l'ONU, il s'agit de fonder les rapports internationaux sous un « ordre multipolaire ». Selon les mots du Bloco de Esquerdas portugais : « Un ordre basé sur le droit, qui renonce à l'usage de la force militaire pour résoudre les conflits territoriaux, doté d'un système international de sécurité collective et coopération pour le développement, avec un fonctionnement démocratique (...). ». Avec un « fonctionnement démocratique d'un Conseil de Sécurité avec la force pour imposer la paix et empêcher les agressions ». Et où « l'Organisation Mondiale du Commerce et les institutions financières mondiales doivent être soumises au contrôle politique et aux principes de responsabilités démocratiques »<sup>22</sup>.

Dans le même sens, il ne manque pas qui, à travers différentes ONGs et moyens intellectuels, a fait une systématisation des propositions pour faire de l'ONU un grand Parlement Mondial<sup>23</sup>. La démocratisation plus complète de l'ONU serait part d'un pari pour une nouvelle réglementation des rapports internationaux entre les peuples et les États, un « nouveau contrat mondial ».

<sup>21</sup> Les citations correspondent au Semanario Expreso (Portugal), 30 de Agosto de 2000.

<sup>22</sup> As nossas prioridades, Bloco de Esquerdas (Portugal).

<sup>23</sup> Voir travaux de Vicens Fisar : Las Naciones Unidas...

Est-ce possible un Parlement Mondial, au-dessus des États, des armées, des multinationales, des banques, etc., capable d'imposer démocratiquement des décisions contraires à la volonté de ceux-ci ? Est-ce possible un Parlement Mondial, capable d'obliger par la force de la raison aux banques et multinationales pour « qu'elles se soumettent au control politique et aux principes de responsabilité démocratique » et qu'elles agissent avec des critères d'un « commerce juste » ?

Tout au moins, il faut dire que ce Parlement Mondial serait possible à condition de que le système économique mondial accepte de reculer 150 ans à l'époque du libre échange ; que les multinationales, la Banque, les Compagnies d'Assurances, etc. , admettent de renoncer au principe de « la production pour le gain » ; que les banques et les spéculateurs désistent d'exporter des capitaux, se limitent à exporter des marchandises et établissent leurs rapports commerciaux sur des critères moraux de « justice dans le prix » ; que les usuriers renoncent à l'encaissement de la Dette Externe et interne des États ; que les pays de l'Union Européenne, du Japon et des États Unis établissent un système de « réparation » pour restituer le pillage des matières premières et des sources énergétiques des pays d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique, prémisses élémentaires pour commencer à rétablir des conditions minimums d'égalité ; que le Complexe Militaire Industriel renonce aux 800.000 millions de dollars que chaque année manipule le commerce d'armes et qu'il accède à se reconvertir en une industrie productive ; que des pays comme les Etats Unis, l'Allemagne, l'Espagne ou le Portugal acceptent que, s'il est nécessaire, des casques bleus de la République Dominicaine et du Congo se présentent avec leurs tanks à Washington, Berlin ou Madrid pour leur imposer les résolutions que le démocratique Conseil de Sécurité ait résolu... à condition de faire reculer l'histoire plus de deux siècles pour reprendre la formation des modernes États nationaux en faisant un partage équitable préalable des bornes.

Bien loin de n'importe quel « pragmatisme » politique, le nouvel ordre multipolaire n'est qu'une utopie fondée pour faire reculer l'histoire, c'est-à-dire, par conséquent, une utopie réactionnaire.

Obtenir une institution internationale capable d'établir en termes d'égalité les rapports entre les nations est une tâche indissociable de la lutte pour changer la base matérielle, l'ordre social existant. Il est bon, alors, de conclure en se rappelant un passage du premier manifeste international des travailleurs, le manifeste inaugural de l'Association International des Travailleurs, souscrit en octobre 1864 :

« Si l'émancipation des classes travailleuses requiert de l'union fraternelle et de la coopération des diverses nations, comment vas-t-on pouvoir arriver à ce grand objectif avec une politique extérieure qui poursuit des fins abjectes, qui spéculé avec des préjugés nationaux et dilapide dans des guerres de piraterie le sang et la richesse du peuple ? Ce ne fut pas la sagesse des classes dominantes, mais l'héroïque résistance de la classe ouvrière anglaise contre sa criminelle sottise ce qui préserva l'occident de l'Europe d'une croisade transatlantique en faveur de l'éternisation et de la propagande de l'esclavage (...). Les monstrueuses ingérences, impassiblement tolérées, de cette puissance barbare qui a sa tête à Saint-Pétersbourg et ses mains dans tous les cabinets d'Europe, ont enseigné aux classes travailleuses le devoir de s'initier dans les secrets de la politique internationale, de vigiler les actes diplomatiques de ses gouvernements respectifs pour s'affronter à ceux-ci lorsque ce sera nécessaire. Et, dans les cas où ils ne puissent pas réussir à les empêcher, s'allier dans une dénonce simultanée et faire valoir pareil les simples lois de la morale et la justice qui doivent régir les relations entre les personnes, et imposer aussi sa validité comme les lois suprêmes des rapports entre les nations ».

## **Bibliographie :**

*A globalização da pobreza*, Michel Chossudovsky, Editora Moderna (1999).

*A ONU*, Maurice Bertrand, Editora Vozes Ltda. (1994).

**Documentos básicos sobre historia de las relaciones internacionales 1815-1991**,

Juan Carlos Pereira Castañares, Pedro Antonio Martínez-Lillo, Editorial Complutense (1995).

*El colonialismo hispanofrancés en Marruecos*, Victor Morales Lezcano, Editorial Siglo XXI (1976).

*El colonialismo (1815-1873)*, Elena Hernández Sandoica, Editorial Síntesis (1994).

*Equilibrio, hegemonía y reparto*, Ricardo Miralles, Editorial Síntesis (1996).

*El protectorado bosnio y las implicaciones para Kosovo*, David Chandler, *New Left Review*, edición castellano, número 1.

*El desafío de Naciones Unidas ante el mundo en crisis*, Vicenç Fisas, Icaria (1994).

*El Imperialismo etapa superior del capitalismo*, V.I. Lenin, Editorial Polémica (1975).

*Geopolítica del caos*, Le Monde Diplomatique, edición española. *Temas de debate* (Mayo 1999).

*Historia de la OTAN, de la guerra fría al intervencionismo humanitario*, Fernando Hernández Holgado, Catarata (2000).

*Intervencionismo humanitario: una reflexión crítica*, Carlos Taibo, *Marxismo Vivo*, número 1 (Julio 2000).

### **La rebelión de Asia**

*Historia 16*, temas de hoy (1998).

*La Sociedad de Naciones*, José Luis Neila Hernández, Arcos/Libros S.L. (1997).

*Las Naciones Unidas*, Pablo J. de Irazábal, *Cuadernos Historia 16* (1985).

*La descolonización: el tercer mundo*, Ana Pastor Sanmillán, Editorial Akal (1995)

*La teoría del derecho a la autodeterminación de los pueblos*, Sergio Ruiz Rodríguez, Cuadernos y debates CEPC (1998).

*Le Monde Diplomatique*, edición española, noviembre 1996, junio 1997, diciembre 1999.

*Sobre Europa y Estados Unidos*, León Trotsky, Ediciones Pluma (1976).

*TEMAS para el debate*, Número 8, julio 1995.

## La Révolution Permanente : un cri de guerre pour le vingt et unième siècle

**Bill Hunter**

Dirigeant de la ISL (Angleterre) et de la LIT-QI

Vers la fin de l'année passée, Geoff Lorimer, dirigeant d'un groupe socialiste australien, le Parti Socialiste Démocratique (DSP), a publié un document sur la fameuse théorie de la Révolution Permanente, de Trotsky, attaquant la théorie et la politique qui en découle, comme étant une grosse erreur.

Les propos de Lorimer ne sont nullement des questions historiques académiques. Ses attaques contre Trotsky et les théories de Trotsky répètent des accusations déjà faites par Staline et les dirigeants du Parti Communiste de l'URSS. Au fur et à mesure que l'État Soviétique dégénérait de façon bureaucratique et que le stalinisme se nourrissait de cette dégénération, Trotsky donnait une bataille pour les principes bolcheviks. C'était au début de cette lutte, dans les premières années de la décennie de 1920, que les dirigeants du Parti Communiste de l'URSS (Staline, Zionev et Kamenev, connus comme la *troïka*) ont exagéré intentionnellement les divergences existantes entre Lénine et Trotsky avant la Révolution Russe, et ont tergiversé les positions de Trotsky pour canaliser la discussion des thèmes réels de la bureaucratization et de l'internationalisme. Il y avait des thèmes dont se souciait Lénine à la fin de sa vie. Il se souciait des dangers bureaucratiques de l'Union Soviétique et de la manière dont Staline et d'autres dirigeants du Parti Communiste envisageaient la question nationale dans l'URSS. Sur ce thème, il était en train de préparer une bataille contre Staline et, peu de temps avant de mourir, il avait proposé à Trotsky de mener ensemble cette bataille. Lénine avait attaqué le chauvinisme grand-russe de Staline dans la question de la Géorgie.<sup>1</sup> En fait, Staline voulait cacher ses divergences avec Lénine; il l'a fait en ce moment et aussi plus tard. Au fur et à mesure que la brèche entre le stalinisme et le léninisme devenait plus profonde, dans les décennies de 1920 et 1930, les diffamations, les fausses

interprétations et les mensonges sur le trotskisme se développaient aussi. En 1926, Zinoviev et Kamenev rompent avec Staline et proposent de reconnaître publiquement que Trotsky avait raison en tout ce qu'il avait dit quand il avertissait le parti contre sa bureaucratie. Ils révèlent le fait que la légende du 'trotskisme' comme une tendance cohérente contre le 'léninisme', avait été fabriquée de toutes pièces en 1923. Le but était de cacher les thèmes qui réellement opposaient Trotsky à la *troïka* et plus spécifiquement à Staline.

C'est sur ce mythe, sur ces fausses interprétations, sur ces rideaux de fumée des vieilles politiques de Staline que Lorimer fonde son réquisitoire contre Trotsky. L'actualité de la Révolution Permanente comme théorie et comme guide stratégique a été démontré par l'histoire du stalinisme dans l'Union Soviétique, et aussi par sa chute. Elle a été démontrée aussi dans les révolutions qui ont suivi la II guerre mondiale. Comme illustration, je cite deux documents. Il s'agit de l'introduction au rapport et du rapport sur la Brigade Internationale Simon Bolivar qui a lutté dans la révolution au Nicaragua. Dans ce cas, sous le feu de la bataille réelle, la preuve a été donnée de la politique basée sur le trotskisme et de cette autre, basée sur la théorie de la révolution par étapes, comme défend Lorimer. Dans l'histoire du DSP, John Percy, un de ces dirigeants, parle de l'évolution de ses positions politiques :

*"La révolution au Nicaragua a anéanti notre théorie trotskiste qui dit que les révolutions étaient une question d'une seule étape, et je revendique la stratégie de deux étapes dans la révolution que Lénine a développé."*

En fait, la réalité historique a démontrée en Nicaragua, comme dans d'autres révolutions nationales qui ont détrôné de vieux empires, que la théorie de la Révolution Permanente est un guide stratégique pour ceux qui construisent actuellement la direction révolutionnaire.

## **Quel est la raison de cet attaque contre Trotsky ?**

La question qui se pose est : pourquoi écrit-on ce document à ce moment précis? L'attaque contre Trotsky a été publiée à la veille d'une conférence internationale convoquée par le DSP qui, selon ses déclarations, avait comme objectif de réunir *"les partis marxistes du*

*monde entier" et "de tous les activistes compromis avec la lutte pour la libération et la liberté".*

Beaucoup de ces forces dans le Lointain Orient qui apparaissent *au début d'une montée des luttes*, sont de nouvelles générations. Au début, avec un développement inégal, il y a une confusion et un "mettre à l'essai les idées" qui sont inévitables. Les traditions et les principes du marxisme authentique ont été préservés par les petits noyaux du trotskisme. Même si le stalinisme s'est écroulé, d'autres groupes continuent à développer les fondements de base de l'idéologie staliniste, sa théorie nationaliste du socialisme en un seul pays. Nous pensons qu'une nouvelle Internationale se construira à partir des forces qui ont des positions de principe anticapitalistes, même s'il ne se reconnaissent pas dans la continuité du trotskisme, mais nous sommes convaincus que cette Internationale ne pourra se construire sans *l'internationalisme* marxiste-léniniste et la lutte pour que cet internationalisme se réalise. Le trotskisme a fait - et continuera à faire - une contribution inestimable. Et cette contribution est faite sur la base d'une opposition de principe et cohérente contre la théorie du socialisme en un seul pays.

Avec cela, il y avait aussi une attitude et une politique, de principe, marxiste-léniniste, vis à vis des dirigeants nationalistes bourgeois, qui a son origine déjà dans les temps de Marx. Mais le DSP est en train de se développer comme un centrisme moderne, incapable de mener une lutte pour un internationalisme de principe, ce qui constitue le fondamental du léninisme et du trotskisme. L'internationalisme devient platonique, à moins qu'il se consume dans la construction du parti mondial. Et c'est cela dont le DSP ne veut pas savoir. Nous reprendrons ce thème.

Les positions de Lorimer ont une grande importance pour la pratique révolutionnaire socialiste d'aujourd'hui. Le Lointain Orient vit aujourd'hui les effets les plus aigus de la crise structurelle du capitalisme mondial. La discussion sur la Révolution Permanente, sur les tactiques et la stratégie de la révolution internationale et sur la stratégie pour les mouvements des travailleurs qui, comme au Lointain Orient, ont encore la révolution démocratique devant eux, y a une grande importance. Ces thèmes tellement importants demandent bien

plus que de suivre bêtement la "troïka" et de semer la confusion et les distorsions. La classe ouvrière vit actuellement un moment dans lequel son organisation mondiale est plus faible que jamais avant. Et pourtant, jamais il a été reconnu si amplement que le capitalisme est une forme internationale d'exploitation. Jamais la question du pouvoir et du contrôle sur les forces de la production a été posée si clairement à un nombre tellement élevé de la jeunesse mondiale. Mais ce processus international de la lutte de classes se développe d'une manière extrêmement inégal, ce qui est le produit de la faiblesse et des trahisons de la direction mondiale de la classe ouvrière. Cette direction a permis au capitalisme de continuer, en dépit de sa décadence, et de constituer une menace pour la civilisation et la Terre même. Dans ces conditions, tel que cela se présente aujourd'hui, avec l'aiguïssement des contradictions du capitalisme sous la "globalisation" et de ce développement inégal de la lutte de la classe ouvrière, une chose devient de plus en plus clair : le besoin de l'internationalisme prolétaire.

Voilà le contexte dans lequel nous avons cette attaque à la théorie trotskiste de la Révolution Permanente. La plus grande contribution du trotskisme au marxisme, et contre le stalinisme, a été la lutte pour l'internationalisme et la recherche de la solution pour la crise de direction de la classe ouvrière. Au centre de la théorie de la Révolution Permanente se trouve le besoin de faire de sorte que la révolution soit permanente aussi bien dans les pays capitalistes développés que dans les pays arriérés. La théorie de la Révolution Permanente mène à la stratégie de Lénine dans la Révolution Russe de 1917. C'est ce que nous allons voir en examinant sérieusement l'histoire de cette révolution. L'année 1917 n'a pas connu une révolution en deux étapes comme le voulait la conception de Staline : d'abord la révolution démocratique bourgeoise et ensuite la révolution prolétaire.

Sous le couvert de sa théorie de la révolution par étapes, Staline justifiait son adaptation et sa capitulation aux mouvements nationaux. Aujourd'hui, l'attaque contre Trotsky y contre sa théorie vont la main dans la main avec le refus de la construction d'une nouvelle Internationale Ouvrière.

## Marx et la Révolution Permanente

C'est Marx qui a avancé le premier les prémisses de la théorie et qui les a exposé avant, pendant et immédiatement après les événements révolutionnaires en Allemagne de 1848-49. Quatre ans avant la révolution allemande, Marx avait déjà commencé à développer sa thèse principale : que la classe qui devait assumer la mission de libérer le peuple allemand et de changer l'ordre social était le prolétariat. Il lutterait avec la bourgeoisie démocratique mais il mettrait en avant ses propres objectifs révolutionnaires. En 1850, Marx a écrit son *Premier discours au Comité Central de la Ligue Communiste* en Allemagne, avec des leçons sur la révolution de 1848 qui, à ce moment, était déjà vaincue. Il y puisait des enseignements à propos des demandes des travailleurs et le besoin de leur organisation indépendante. C'est à ce moment que Marx déclarait le caractère international de la révolution :

C'est de notre intérêt, et c'est notre devoir, de faire en sorte que la révolution soit permanente jusqu'à ce que toutes les classes possédantes soient plus ou moins privées de leurs possessions, que le pouvoir du gouvernement soit dans les mains du prolétariat et l'association de Prolétaires, et cela, non seulement dans un pays mais dans tous les pays importants du monde, ce qui mettrait fin à la compétence entre les prolétaires de ces pays, et jusqu'au moment où les forces productives se concentrent dans les mains du prolétariat.

Il déclarait :

*"...Il n'y a aucun doute que la démocratie petite bourgeoise obtiendra pour un certain temps une influence prépondérante pendant le développement de la révolution en Allemagne." Et Marx se demande : "Quelle doit être l'attitude du prolétariat, et plus spécifiquement de la Ligue des Communistes, envers la démocratie petite-bourgeoise ?"*

Il tire des conclusion bien nettes:

*Ils doivent en même temps construire leur propre gouvernement de travailleurs révolutionnaires bien implanté à coté du nouveau gouvernement officiel, soit sous la forme de comités exécutifs, des conseils communautaires ou des clubs de travailleurs, de façon à ce que le gouvernement démocratique bourgeois non seulement perd son*

*pouvoir de limitation sur les travailleurs mais qu'en plus, il doit se sentir à tout moment observé et menacé par une autorité derrière laquelle se trouve la masse des travailleurs. En un mot, dès le premier moment de la victoire et ensuite, la méfiance des travailleurs ne doit plus se diriger vers le parti réactionnaire liquidé mais vers ceux qui avaient été jusqu'alors ses alliés, la petite bourgeoisie démocratique, qui ne demande pas mieux que d'exploiter seulement à son propre profit la victoire commune.*

Marx termine son discours par cette déclaration:

*Mais [les travailleurs] achèveront le plus important de la victoire finale pour eux mêmes par l'élucidation propre à propos de leurs intérêts de classe, en assumant une attitude pour leur propre parti indépendant le plus vite possible, et en ne se laissant pas tromper sur le besoin de l'organisation d'un parti indépendant par les phrases hypocrites de la petite bourgeoisie démocratique. Leur cri de guerre doit être toujours : 'Révolution permanente'.<sup>2</sup>*

C'était donc bien Marx qui a employé pour la première fois le terme 'Révolution Permanente', un demi siècle avant Trotsky. Il s'orientait dans le sens que la classe ouvrière était constamment en lutte pour obtenir l'hégémonie entre les classes imbriquées dans la révolution démocratique en Allemagne. Vers la fin du siècle, l'Allemagne était parvenu à l'unification par la "révolution" de Bismarck et de l'État prussien et apparaissait déjà comme un des principaux pays capitalistes. Le capitalisme était entré dans l'époque impérialiste mais les révolutions démocratiques continuaient à être inachevées dans une grande partie du monde et l'antagonisme de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat a augmenté beaucoup depuis les temps de Marx.

De cette façon, la relation de la bourgeoisie et la petite bourgeoisie (qui voyait la révolution uniquement sous l'aspect de la démocratie) avec le prolétariat s'est converti en un problème important pour le révolutionnaire soucieux d'élaboration, dans l'empire énorme et extrêmement arriéré de la Russie féodale. La question à l'ordre du jour était : quel est le rôle de la classe ouvrière dans la prochaine révolution démocratique-bourgeoise ?

## La théorie de Trotsky

Trotsky a développé sa théorie de la Révolution Permanente dans la première décennie du vingtième siècle. Il faisait référence à des pays comme la Russie, où le capitalisme s'était développé dans une société féodale ou semi-coloniale, dominée par l'impérialisme. Pour obtenir leur libération, ces pays devaient passer par une révolution anti-impérialiste, anti-féodale. En vertu de ses liens avec d'autres classes exploiteuses, la classe capitaliste native ne pouvait pas diriger sa propre révolution jusqu'aux ultimes conséquences pour établir une république démocratique, bourgeoise et indépendante. Surtout, elle ne pouvait diriger une révolution qui allait garantir une distribution radicale de la terre en faveur du paysannat.

L'unique classe capable de diriger le paysannat et d'achever les tâches de la révolution bourgeoise était la classe ouvrière. Mais, disait Trotsky, la classe ouvrière ne pourra s'arrêter dans les limites de la révolution démocratique bourgeoise. Après avoir pris le pouvoir, le prolétariat se verra dans l'obligation de poser des limites de plus en plus étroites aux intérêts de la propriété privée en général, c'est à dire, de prendre le chemin des mesures socialistes.

Trotsky insistait sur le fait que le gouvernement ouvrier n'aurait d'autre alternative que d'assurer la révolution en entreprenant des actions contre le capital. La barrière entre le programme minimum et le programme maximum disparaîtrait immédiatement après l'arrivée au pouvoir du prolétariat. Cela veut dire : le programme minimum des demandes démocratiques bourgeoises et le programme maximum des demandes qui sont à la base du socialisme. Selon Trotsky, l'unique classe capable de diriger le paysannat et d'achever les tâches de la révolution bourgeoise était la classe ouvrière. En alliance avec le paysannat, la classe ouvrière doit se mettre à la tête, suite à la difficulté de l'organisation paysanne, produit de la conscience petite-bourgeoise liée à la propriété individuelle. Si la classe ouvrière ne se mettait pas à la tête de la révolution petite-bourgeoise et ne la mettait pas en route en construisant les bases de la transformation socialiste, cette révolution s'arrêterait à mi-chemin et finirait par se déformer. Si, en plus, la révolution ne se faisait pas permanente par son

développement en dehors de ses frontières, avec la révolution dans d'autres pays, la réaction triompherait tôt ou tard.

Trotsky ne disait pas que la classe ouvrière pouvait introduire le socialisme immédiatement - comme lui faisaient dire les stalinistes, imités maintenant par Lorimer. Comme Rosa Luxemburgo (voir plus loin) il croyait que la Révolution Russe *réaliserait "dans les affaires particulières de la Russie absolutiste les résultats généraux du développement internationaliste capitaliste"*.

Il a donné un résumé clair de cela en 1929, dans son introduction à la première édition de son livre *La Révolution Permanente* :

*... 'Mais est-ce que vous croyez vraiment que la Russie est vraiment mûre pour la révolution ?' objectaient une douzaine de fois entre 1905 et 1917 les Staline, Rikov et d'autres Molotov. A quoi je répondais invariablement : 'Non, je ne le crois pas. Mais l'économie mondiale comme telle, et l'économie européenne en premier lieu, sont eux entièrement mûres pour la révolution socialiste. Si la dictature du prolétariat en Russie mènera ou non au socialisme, et avec quel rythme, dépendra du sort réservé au capitalisme européen et mondial.'*<sup>3</sup>

## **Rosa Luxemburgo et la Révolution Permanente**

Il n'y avait pas que Trotsky qui en ces moments parlait de la Révolution Permanente. Rosa Luxemburgo (une des dirigeantes du Parti Socialdémocrate d'Allemagne) a développé une théorie de la Révolution Permanente, quoique sa contribution n'est pas très connue. Peu après la révolution russe de 1905, elle écrivait :

*Dans la Révolution Française, les contradictions internes de la société bourgeoise non encore développées complètement ont donné lieu pendant longtemps à des luttes violentes, dans lesquelles toutes les antagonismes qui ont d'abord éclos et ont ensuite mûris à la chaleur de la révolution, ont rugit sans contrôle ni limite dans un esprit du radicalisme téméraire. Un siècle plus tard, la révolution de la bourgeoisie allemande qui a éclaté en plein développement capitaliste a déjà été freinée des deux côtés par l'antagonisme des intérêts et l'équilibre de forces entre le capital et le travail, et a été*

*asphyxiée dans un compromis bourgeois-féodal et diluée jusqu'à en rester à un misérable compromis de mots.*

*Encore un demi siècle plus tard, la révolution russe en cours est au début d'un chemin historique qui a déjà passé le cap et est sur la pente descendante, au delà du point culminant de la société capitaliste, quand la révolution capitaliste sera, encore une fois, asphyxiée par l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat, mais elle se développera par une période encore longue de violentes luttes sociales quand le règlement de comptes avec l'absolutisme paraîtra comme insignifiant en comparaison avec la quantité de comptes que la révolution elle même est en train d'ouvrir. La Révolution Russe réalise dans les affaires particulières de la Russie absolutiste les résultats généraux du développement internationaliste capitaliste et elle apparaît non tellement comme successeur aux vieilles révolutions bourgeoises mais plutôt comme précurseur de la nouvelle série de révolutions prolétaires en occident. Le pays le plus arriéré de tous - exactement parce qu'il était si impardonnablement en retard avec les révolutions bourgeoises - montre les façons et les méthodes d'une lutte de classe plus avancée au prolétariat allemand, le plus avancé des pays capitalistes.*

*Le travailleur allemand doit considérer la révolution russe comme de son intérêt propre, non seulement comme une question de solidarité internationale avec le prolétariat russe, mais d'une façon primordiale comme un chapitre de sa propre histoire sociale et politique.<sup>4</sup>*

Dans les écrits de Rosa Luxemburgo, l'accent est clairement mis sur l'évolution des relations mondiales du capitalisme et le concept de "débordement" (terme utilisé plus tard par Lénine) de la révolution démocratique vers la révolution socialiste.

## **Lénine et Trotsky**

Avant 1917, Lénine et Trotsky avaient des désaccords sur la révolution russe qui s'approchait. Plus tard, ces désaccords ont été exagérés dans les attaques staliniennes dont Lorimer fait état dans son document. Dans une collection de ses écrits sur la Révolution Permanente nous trouvons le commentaire suivant de Trotsky. Il cite

les éditeurs de la seconde partie du volume XIV des oeuvres complètes de Lénine qui disaient:

*Même avant la révolution de 1905, [Trotsky] formulait la théorie originale et pondérable de la Révolution Permanente, dans laquelle il assure que la révolution bourgeoise de 1905 passerait directement à la révolution socialiste, et se convertirait ainsi en la première d'une série de révolutions.*<sup>5</sup>

Trotsky signale que cette seconde partie du volume XIV a été publié en vie de Lénine et que "des milliers et des milliers de membres du parti ont lu cette note et personne n'a dit qu'elle était fausse, jusqu'à 1924". La grande vérité est qu'avant 1917, Lénine et Trotsky étaient d'accord à propos du rôle dirigeant de la classe ouvrière. En ce sens, les deux étaient contre les mencheviks. (Jusqu'à 1917, quand c'est constitué le Parti Bolchevik, les mencheviks et les bolcheviks étaient deux ailes principales, ou fractions, du Parti Social Démocratique Russe des travailleurs.) Ils voyaient - comme d'ailleurs la majorité des marxistes russes, y compris les mencheviks - la révolution se développant comme une révolution bourgeoise démocratique, avec la classe ouvrière en lutte pour les droits démocratiques, la révolution agraire et la fin de la propriété féodale de la terre et la barbarie féodale à la campagne. Lénine affirmait que la classe ouvrière, ensemble avec la paysannerie, ne pouvait pas en arriver à ce que cette révolution se développe au delà de mettre fin aux relations féodales et à l'instauration d'une république bourgeoise démocratique, chose imprescindible avant que la classe ouvrière ne puisse développer les conditions pour une révolution sociale. Le fameux document qui expose les idées de Lénine est : *Deux tactiques de la Socialdémocratie dans la Révolution Démocratique*, écrit peu avant 1905. Il a été publié en juillet 1905, à quelques semaine du soulèvement du cuirassé Potemkin qui a marqué le début de la révolution.

En ce temps, Lénine ne croyait pas que la révolution qui s'approchait allait être une révolution socialiste. Il pensait qu'il devait y avoir un développement capitaliste et de la classe ouvrière pour que cela soit possible. Il écrivait - se référant indirectement à Trotsky - que "le programme maximum, la conquête du pouvoir pour que la

*révolution socialiste puisse se réaliser immédiatement, était une idée absurde, semi-anarchiste."*

*Le degré de développement économique en Russie (une condition économique) et le degré de conscience de classe et d'organisation des masses prolétaires (une condition subjective indissolublement liée à la condition objective) font que l'émancipation totale et immédiate de la classe ouvrière soit impossible. Seul les plus ignorants peuvent ne pas reconnaître le caractère bourgeois de la révolution démocratique actuelle.*

En ce temps il était convaincu que seulement après la révolution bourgeoise, la conscience et l'organisation de la classe ouvrière pouvaient évoluer vers un degré nécessaire pour la révolution prolétarienne. Le mencheviks dans le Parti Russe Social Démocrate des Travailleurs étaient d'accord avec cela. Mais ils faisaient parti de l'aile droite de la grande division dans le mouvement international entre opportunistes et réformistes d'un côté, et les principes marxistes et la révolution de l'autre. Ils étaient en faveur de laisser la direction de la prochaine révolution russe dans les mains de la bourgeoisie libérale, avec la perspective que les travailleurs allaient se convertir en une "opposition de gauche" dans le futur état démocratique. Lénine les attaquait pour capitulation aux capitalistes libéraux. En 1907, dans l'introduction à la collection des lettres de Marx à Ludwig Kugelmann, il résumait ainsi les positions des mencheviks :

*A partir du fait que, essentiellement, la révolution est une révolution bourgeoise, ils tirent la conclusion bête que la bourgeoisie est le moteur de la révolution, que les tâches du prolétariat dans cette révolution sont d'un caractère auxiliaire et non indépendants, que la conduction prolétaire de la révolution est impossible!"*

Le but poursuivi par Lénine et les bolcheviks dans la révolution était un gouvernement de travailleurs et paysans, une "*dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et du paysannat*". Ce gouvernement devait achever un programme de donner de la démocratie aux masses ouvrières et paysannes; il y aurait une république où les entreprises continueraient à être sous le contrôle des ouvriers et paysans, où la terre serait nationalisée pour être distribuée,

où la journée de huit heures serait introduite et où serait mis fin aux restrictions pour les syndicats.

Lénine basait ses conclusions pour la révolution qui s'approchait sur des principes marxistes fermes, y compris l'indépendance de classe et l'internationalisme, et le développement de la révolution anticapitaliste en Europe. Lénine et Trotsky se trouvait ensemble contre les mencheviks, en ce que les deux mettaient l'accent sur la classe ouvrière comme la seule force révolutionnaire de façon cohérente et la seule capable d'agglutiner le paysannat.

## **Lénine en février 1917**

En février 1917, Lénine et Trotsky étaient unis contre les dirigeants conciliateurs des mencheviks et social révolutionnaires qui remettaient le pouvoir dans les mains des capitalistes de l'ancien régime. Ils étaient d'accord sur la conclusion que les soviets devaient prendre le pouvoir. Ceci correspondait à la théorie de Trotsky. Et Lénine, pour sa part, quand il était encore exilé en Suisse, réagissait les premières semaines de février en lançant le slogan "*tout le pouvoir aux soviets*". Quand il régressait en Russie, mi-mars, en descendant du train à Pétrograd, il commençait déjà une lutte très dure qui finissait par mettre les rangs du parti bolchevik derrière sa politique.

Exiger le pouvoir pour les soviets, attaquer les conciliateurs et leurs illusions dans la révolution démocratique, tout cela n'était pas un grand pas de la part de Lénine. Il avait travaillé l'expérience des soviets dans la révolution de 1905, quand ils étaient lancés en avant spontanément par les masses. Il répondait à la réalité de la guerre et le développement des relations internationales et leur effet sur la conscience des travailleurs et des paysans en uniforme, et aux tâches qui s'en déduisaient.

En 1922, en vie de Lénine encore, quand la chaleur de la révolution et la guerre civile sanglante étaient encore fraîches dans la mémoire, Karl Radek écrivait sur l'importance des soviets et la crise de l'impérialisme:

*Le nouveau facteur, que les marxistes n'avaient pas prévu, était la façon dont la classe ouvrière s'organisait spontanément comme agent révolutionnaire. A coté des partis politiques et des syndicats sont né*

*spontanément les soviets. Dans les jours d'octobre 1905, quand la grève générale bouleversait le Tsarisme, il y avait des villes dans lesquelles les soviets étaient les organes du pouvoir, et dans beaucoup d'endroits la bourgeoisie devait capituler devant eux. ...*

*La révolution de février 1917 a repris le fil conducteur de la première révolution de 1905. En février 1917, une victoire rapide a été possible seulement parce que la révolution de 1905 avait préparé le terrain en Russie. Les opportunistes de la Seconde Internationale, qui ont expliqué après la défaite de 1907 que la Révolution Russe avait été inutile ... ont été démentis une fois de plus par les événements.*

*Les masses populaires russes ont commencé la révolution de 1917 avec un bagage de concepts politiques qui ont été renforcés et mis à jour par deux ans et demi d'expérience de guerre; il y avait donc les conditions d'impulser la révolution bien plus loin que ce que la bourgeoisie était disposée à tolérer; la détention du Tsar, le cheque mat à l'installation de la régence et la proclamation de la république n'ont pas été de moindre importance parmi les résultats de la première révolution. En même temps, les masses ouvrières et les soldats ont commencé spontanément à former des soviets d'ouvriers et de soldats. Les paysans les ont commencé à la campagne et ces organisations de masses, formées spontanément, se sont converties en organes constitutifs de pouvoir ouvrier capable de prendre le pouvoir, même avant de prendre conscience qu'ils l'étaient. ... Le gouvernement provisoire bourgeois se plaignait dès les premiers jours de son existence à propos de ce 'double gouvernement', parce que les soviets de travailleurs et de soldats n'ont pas seulement pris en charge le contrôle du Gouvernement Provisionnel bourgeois, mais aussi une partie du pouvoir exécutif.<sup>6</sup>*

En février 1917, les travailleurs, les soldats et les paysans construisaient, sur base de leur mémoire, ces organisations flexibles et démocratiques. Maintenant, Lénine voyait clairement que les soviets étaient l'instrument par lequel la classe ouvrière et le paysannat pouvaient mettre fin au tsarisme en nettoyer toute la saloperie féodale, créant les bases pour l'évolution vers un état socialiste. Les soviets ont unifié le paysannat avec la classe ouvrière dans ce sens.

Lénine s'est rendu compte de leur pouvoir et a reconnu qu'ils exprimaient un haut ..."*degré de conscience et d'organisation des masses*". Ici, dans les soviets, se trouvait "*la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie*", avec la classe ouvrière comme direction dans les villes, tel que Trotsky l'avait envisagé. La guerre avait renoué des liens encore plus étroits entre les travailleurs et les paysans et, au fur et à mesure qu'avancait 1917, cette union se fortifiait par l'opposition à la spéculation et la tuerie.

La révolution de février avait éclaté comme résultat des contradictions internationales de l'impérialisme. La chaîne du capitalisme s'est cassé au maillon le plus faible comme disait Lénine. Ceux qui, comme Lénine, consacraient leurs efforts sans hésitation à la défense de la révolution de février ont compris que cela ne pouvait qu'avancer. Cela voulait dire qu'un gouvernement de soviets devait faire la Révolution Permanente avec l'aide de la classe ouvrière mondiale.

Dans les *Thèses d'avril* de 1917, avec lequel il avait commencé le réarmement du parti bolchevik, Lénine disait que s'était faisable que la classe ouvrière russe arrive la première au pouvoir, avant le prolétariat européen, mais que de toute façon, cela allait dépendre de l'aide révolutionnaire de ce dernier. Lénine et Trotsky étaient arrivés à un accord fondamental sur le fait que seule la classe ouvrière pouvait unifier le paysannat, et le convertir en une force formidable, et mener la révolution jusqu'à détrôner le Tsar, le féodalisme et la réaction et accomplir ce que voulaient les masses : Pain, Paix et Terre. Ils étaient d'accord sur ce point : de mettre l'accent de leur politique sur le développement de l'internationalisme.

## **Quelles ont été les étapes ?**

Lorimer dit que Lénine maintenait la théorie des étapes pour la Révolution Russe, qu'il voyait dans la révolution de février une première étape : un révolution démocratique-bourgeoise. En fait, ce que voyait Lénine était l'"étape" après février comme un régime de double pouvoir. Il a défini cela quand il était encore en exil en Suisse, avant son retour en mars 1917. La dynamique interne de la Révolution Russe en février se mouvait vers un pouvoir d'état révolutionnaire, une

dictature du prolétariat appuyé sur la paysannerie, tout à fait en accord avec ce que comprenait Trotsky. Les soviets détenaient le pouvoir en février. Leurs dirigeants mencheviks et social révolutionnaires l'ont mis entre les mains du gouvernement provisionnel et c'est ensuite qu'on a eu une période de double pouvoir. 1917 a vu l'importance du processus conduit par les bolcheviks, de la prise de tout le pouvoir par les soviets.

La première étape de la révolution en Russie a été décrite par Lénine dans la seconde de ses "*Lettres de loin*", dirigées à la *Pravda*, le périodique des bolcheviks. "*La révolution de février-mars n'était que la première étape de la révolution*" disait-il. Et il continue : "*La Russie passe par un moment tout particulier historique de transition vers la seconde étape de la révolution ou - pour employer une expression de Skobelev - vers une 'seconde révolution'.*"

Si Lorimer veut décrire cela comme une étape, nous acceptons d'affirmer que beaucoup de révolutions dans l'histoire ont commencé par cette 'étape'. Trotsky a consacré tout un chapitre de son *Histoire de la Révolution Russe* à cette 'étape', en disant que le double pouvoir était une condition distinctive de la crise sociale et en écrivant que '*une illumination de cela n'est jamais apparu dans la littérature historique*'. Il y ajoutait qu'il ne s'agissait d'aucune façon d'une particularité de la révolution russe. En fait, dans la Révolution Française, il y a eu des moments de double pouvoir entre les jacobins et les sansculottes de Paris. Comme observait Trotsky:

*Il ne s'agit pas d'un fait constitutionnel, mais d'un fait révolutionnaire. Cela veut dire que la destruction de l'équilibre social a déjà coupé en deux la superstructure de l'état. Cela se présente quand les classes hostiles en arrivent à dépendre chacune d'organisations gouvernementales incompatibles - l'une qui n'est déjà plus utile et l'autre en processus de formation - qui à tout moment se disputent le gouvernement. Dans cette situation, la quantité de pouvoir qui revient à chacune des classes en lutte se définit sur la base de la relation de forces au cours de la lutte.*

Le processus révolutionnaire était en train de s'affronter à un gouvernement qui préparait la contre-révolution. Lénine a vu le triomphe de février dans la chute des Romanov. Les libéraux

bourgeois étaient au gouvernement mais l'État était le vieux état tsariste et les propriétaires terriens étaient là, à la campagne. De son point de vu, le gouvernement provisionnel ou, comme il l'appelait, le "gouvernement Guchkov-Miljukov" n'était autre qu'un agent des banquiers anglais et français, un instrument de la continuité de la massacre impérialiste. Pendant une conférence en Suisse en mars 1917, étant encore en exil, il disait :

*En 1917, une conjoncture très particulière a rendu possible que des attaques d'origines très diverses se sont dirigées contre le tsarisme. D'abord, le capital financier anglo-français qui est celui qui domine le monde et vole plus que n'importe quel autre, s'opposait à la révolution de 1905 et aidait le Tsar à en finir (le prêt de 1906). Mais il a pris part de façon très active et directe dans la révolution en cours, en organisant la conspiration des Guchkov, Miljukov et une partie du haut commandement de l'armée pour détrôner Nicolas II ou lui forcer à faire des concessions.*<sup>7</sup>

En ce moment il écrivait à propos du "double pouvoir" et dans la même conférence il déclarait : "*nous n'avons pas besoin d'une 'machine d'état' prête à l'emploi, comme celles qui existent dans la plupart des républiques bourgeoises démocratiques, mais du pouvoir direct des travailleurs armés et organisés. Voilà l'état dont nous avons besoin*" (souligné dans l'original). L'aspect central de la plus haute importance était le double pouvoir mis en évidence par ces deux forces. Les questions qui venaient immédiatement à l'ordre du jour étaient comment gagner les travailleurs et les paysans dans le second pôle du double pouvoir et comment détruire le premier pouvoir. La conception de Lénine sur le développement de la Révolution Russe était complètement différente de celle de Staline, aussi bien que de celle de Lorimer.

## **La Révolution Permanente dans l'après-guerre**

Rien d'étonnant en ce que Lorimer fait des déclarations confuses à propos de ses étapes. La confusion se doit au fait qu'il n'a jamais pensé sérieusement à des 'étapes' et au développement concret de la révolution. Il est victime de conclusions impressionnistes à propos des événements révolutionnaires de l'après-guerre et d'illusions à

propos d'un chemin apparemment sans retour des révolutions africaines et latino-américaines; il a la théorie que les circonstances objectives vont s'imposer sur les faiblesses des conditions nationales. Voilà pourquoi il était important d'inclure dans ce document le rapport sur la Brigade Internationale Simón Bolívar au Nicaragua. Nous voyons ici dans les faits concrets comme est dangereuse la théorie des deux étapes qui sert à concéder un soutien inconditionnel aux forces démocratiques de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie qui suivent leur logique de classe de détruire la révolution.

Le document ne se limite pas à faire allusion à Nicaragua. Ceux qui ont suivi Jack Barnes et le SWP aux EE.UU., et ont renié la Révolution Permanente, sont les mêmes qui ont donné leur soutien inconditionnel au ANC de l'Afrique du Sud, aussi bien avant qu'après l'apartheid. Leur slogan en Grande Bretagne était : "*l'ANC es l'unique représentant du peuple sud-africain*". Leur politique et leur activité dans le mouvement contre l'apartheid ne se différençait pas de celle des staliniens et des radicaux dans la direction. Ils s'opposaient au développement d'un parti des travailleurs à partir de l'émergence de la COSATU.

L'histoire des pays coloniaux et semi-coloniaux dans les années d'après-guerre démente décidément la théorie essentiellement menchevik des deux étapes, c'est à dire, d'abord la révolution démocratique et ensuite la prolétarienne. Elle met en évidence, par la négative, à quel point est correcte la stratégie qui découle de la théorie de la Révolution Permanente.

A partir de la seconde guerre mondiale, les conclusions de la théorie de Trotsky ont gagné une importance centrale pour les tactiques et la stratégie dans les empires. La lutte pour la libération des colonies c'est accentuée comme une force puissante dans l'arène mondiale de la période. Mais les directions bourgeoises et petites-bourgeoises n'ont pas été capable de mener la révolution jusqu'à ses ultimes conséquences. Dans une grande partie de la planète, en Afrique, en Amérique Latine et au Lointain Orient, les ex-colonies des grandes puissances ont obtenu l'indépendance politique mais sont restées, à des degré différents, avec le statut de semi-colonie. Dans beaucoup d'elles, surtout en Afrique, le peuple est de plus en plus

submergé, les deux dernières décennies, dans un abîme de faim et de misère.

Leurs économies sont dominées par les groupes industriels multinationaux et par les institutions impérialistes : le FMI et la Banque Mondiale. Elles sont subordonnées aux économies des principaux pays comme fournisseurs de matières premières bon marché ou de manufactures qui exigent une main d'oeuvre bon marché. La réalité centrale de cette époque impérialiste, qui été prouvée par la Révolution Russe et dont la validité a été soulignée dans toutes les luttes nationales et prolétaires depuis lors, est que l'indépendance nationale ne peut être gagnée que temporairement et que cette conquête à elle seule ne peut être qu'instable et déformée jusqu'à ce que la lutte s'élargit à la victoire finale de la classe ouvrière. Nul part, les directions nationalistes petites-bourgeoises ont résolu la question de l'indépendance nationale et du développement de la liberté nationale. Il y a eu des luttes qui ont été dirigées par des forces qui parlaient haut et fort de socialisme, beaucoup d'entre elles proches du stalinisme, mais nulle part il y a eu des luttes dirigées par les forces de l'internationalisme prolétaire, et c'est la raison pour laquelle les luttes ont été déformées, déstabilisées et ont laissé la porte ouverte à d'avantage d'exploitation impérialiste. La vérité se trouve dans le résumé de Trotsky :

*Les pays coloniaux et semi-coloniaux sont des pays arriérés par ce qu'ils sont. Mais les pays arriérés font partie d'un monde dominé par l'impérialisme. Leur développement a finalement un caractère combiné : les formes économiques les plus primitives se combinent avec le plus avancé de la technologie et de la culture impérialiste. D'une façon similaire se définissent les luttes prolétaires dans les pays arriérés : la lutte pour les conquêtes les plus élémentaires d'indépendance nationale et de démocratie bourgeoise se combinent avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. Les slogans démocratiques, les slogans de transition et le problème de la révolution socialiste ne se séparent pas en deux époques historiques dans cette lutte mais s'enchaînent entre eux.*<sup>8</sup>

Le DSP est issue de la tradition du SWP nord-américain. Et le SWP a rompu avec le trotskisme, mais le processus que Trotsky a analysé et

ses conclusions dans la théorie ont passé avec succès l'épreuve de l'histoire. Dans le cadre de ses accords avec les puissances capitalistes à Yalta et Potsdam, la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie staliniste a permis au capitalisme des EE.UU. et de l'Europe de survivre à l'élan révolutionnaire d'après-guerre. Et l'impérialisme est parvenu, non seulement à reconstruire les états capitalistes en Europe mais aussi, en plus, à mettre en route un important boom d'après-guerre. Puis, à partir des années 70, il a exercé une pression financière, économique et militaire sur les états ouvriers, circonstance qui a augmenté énormément les difficultés et les déformations qui ont surgit comme produit de leur dégénération bureaucratique et leur planification distorsionnée et qui les a finalement mené à la stagnation et à l'écroulement. L'orientation qu'a pris le stalinisme de construire le socialisme en un seul pays a mené à la faillite et au désastre.

### **Internationalisme ou socialisme en un seul pays ?**

Le DSP est le plus important parmi les groupes socialistes révolutionnaires en Australie. Il a commencé comme un groupe d'étudiants qui s'est transformé en Socialist Workers League dans les années 70. La SWL était une section de la Quatrième Internationale dirigée par Mandel et Pablo, connue sous le nom de Secrétariat Unifié (S.U.) et qui maintenait des liens étroits avec le Socialist Workers Party des EE.UU., dirigé par Jack Barnes. Ils ont rompu ensemble avec le S.U. au début des années 80 à cause de différences par rapport à Cuba, Nicaragua et la Révolution Permanente. Vers la fin des années 80, le DSP a rompu avec le SWP. L'histoire du DSP, écrite par John Percy, un de ses dirigeants, se trouve sur leur site du web, et elle explique les divergences avec le SWP de la façon suivante :

*Politiquement, la divergence principale entre eux et nous à propos de Cuba est que nous reconnaissons clairement que la direction castriste était marxiste révolutionnaire même avant de prendre le pouvoir à Cuba, ce qui n'était pas le cas pour le SWP.*

*L'intervention soviétique en Afghanistan en décembre 1979 a été un autre événement mondial qui nous a fait repenser les choses. Quelques mois après la révolution au Nicaragua, les troupes*

*soviétiques sont entrés en Afghanistan pour bloquer la guerre organisée par les EE.UU. afin d'éliminer le régime radical de Kabul. Notre réponse était immédiate : donner un soutien vigoureux aux forces des soviets et au gouvernement de Kabul dans la guerre civile Afghane.*

Le DSP dit qu'il a "forgé" son "espace politique en Australie en défendant une perspective révolutionnaire en opposition aux positions réformistes de collaboration de classes avec le Parti Laboriste et à ceux du mouvement communiste qui s'étaient laissé infecter par cette position". Entre-temps, son programme et sa politique constituent une amalgame éclectique qui de temps en temps rend des honneurs platoniques à Trotsky mais qui rejette le coeur même du trotskisme et de la lutte de principes de Trotsky.

Trotsky a résumé la question vitale qui était en jeu quand il a déclaré que la différence entre le trotskisme et le stalinisme était la même qu'entre la Révolution Permanente et le "socialisme en un seul pays". Commencer avec un programme national, et non un programme mondial, est rester aveugle face aux expériences des révolutions d'après-guerre. Une organisation qui consciemment se base sur les principes, qui a une unité de théorie révolutionnaire, une stratégie et une pratique révolutionnaire, doit avoir bien plus que quelques feuilles de propagande comme le DSP. Percy déclare qu'ils "reconnaissent" *que le déficit le plus important dans la lutte pour la solidarité internationale est celui de gagner la classe ouvrière pour qu'elle s'éloigne de l'idéologie raciste, nationaliste, qui maintient encore beaucoup de travailleurs liés à leur patronat impérialiste*.

Mais l'internationalisme marxiste ne se réalise pas seulement par voie de la propagande ou par des manifestations de solidarité, si nécessaires soient elles. L'internationalisme est platonique s'il ne s'oriente pas vers la construction de l'Internationale, la patrie des travailleurs comme disait Rosa Luxemburgo. Et le DSP se refuse à développer une Internationale, un parti mondial. Entre-temps, il est impossible d'être un lutteur conscient et cohérent pour la solidarité révolutionnaire internationale dans la lutte contre le capitalisme si on ne tire pas la conclusion sur le plan de l'organisation que les principes internationales doivent se consolider en une Internationale qui

s'occupe de la révolution mondiale et non seulement nationale. Comment peut-on être internationaliste si on lutte seulement pour un parti national et si on ne croit pas que la classe ouvrière a besoin d'un parti mondial ? Sa pratique va se baser sur la croyance que les intérêts nationaux sont supérieurs aux intérêts internationaux de la classe ouvrière. Bien sûr, cela mènera à soutenir l'idéologie qu'on enseignait dans les partis communistes qui justifiaient la théorie du socialisme en un seul pays et qui niaient le plus intime de l'internationalisme léniniste.

Marx s'est battu pour la Première Internationale, Engels s'est battu pour la Seconde, Lénine et Trotsky se sont battu pour la Troisième et Trotsky s'est battu pour la Quatrième. Ils n'étaient pas des internationalistes platoniques. Ils ont lutté pour un parti mondial et pour un programme mondial révolutionnaire. Le DSP lutte de manière internationale, mais pour quoi ? On a de la peine à trouver ce qu'ils soutiennent du vrai programme révolutionnaire qui a servi pour la lutte de Trotsky. En fait, dans la pratique, ils nient la lutte de Trotsky pour l'internationalisme prolétaire de Lénine et sa bataille contre le socialisme en un seul pays. Ils rejettent la conclusion irréfutable de Trotsky à propos de la tâche qui découle des relations mondiales impérialistes. En attaquant le contenu national socialiste du projet de programme du Komintern, écrit par Staline et Boukharin, Trotsky écrivait en 1928 :

*A notre époque, qui est l'époque de l'impérialisme, c'est à dire, de l'économie mondiale sous la domination du capital financier, aucun parti communiste ne peut établir son programme en partant uniquement ou principalement des conditions et tendances des événements dans son propre pays. Cela vaut aussi pour le parti qui exerce le pouvoir de l'état dans les limites de l'URSS. Le 4 août 1914, les cloches funèbres ont sonné pour tous les programmes nationaux, et cela pour toujours.*

Le caractère essentiel de l'attaque actuel du DSP contre le trotskisme, et, de fait, sa séparation du trotskisme, est à l'opposé du principe de l'internationalisme prolétaire, du bolchevisme de Lénine et Trotsky et des positions de Rosa Luxemburgo. La construction de l'Internationale est la tâche la plus importante à l'ordre du jour face

aux masses de la planète. Et c'est cela que le DSP rejette dans le trotskisme.

Le DSP fera des déclarations générales sur la "globalisation" et le grand pouvoir des multinationales. Mais, ne serait-il pas par hasard exactement cela qui rend l'internationalisme prolétaire proclamé dans le Manifeste Communiste d'autant plus essentiel ? Beaucoup de gens parlent de "globalisation" aujourd'hui : les dirigeants de la Confédération Internationale de Syndicats, par exemple, qui dénoncent les effets de la globalisation, mais qui défendent une "*globalisation avec un visage humain*".

Dans les dernières décades du siècle, le verdict contre le socialisme en un seul pays a été déclaré par l'écroulement de l'Union Soviétique, le dégénération des partis social-démocrates et les crises des révolutions démocratiques dans les pays coloniaux. L'activité contre-révolutionnaire du stalinisme, à la fin de Seconde Guerre Mondiale, a permis à l'impérialisme de se reconstruire à niveau mondial. Et la conception d'une étape de révolutions démocratiques bourgeoises dans la période de décadence du capitalisme impérialiste s'est révélée complètement fausse. La compréhension de la lutte contre le capitalisme et la lutte pour une direction capable de mener ces luttes vers le socialisme ne sera possible que si nous assumons une attitude sérieuse face à l'histoire des grandes luttes du passé.

#### Notes

<sup>1</sup> La politique pour les nationalités de Lénine représentait une rupture totale avec le nationalisme de l'ancien régime tsariste et choquait contre les positions de Staline et d'autres bolcheviks. Le choc le plus violent a eu lieu sur la question de la Géorgie. A l'insu de Lénine, de Trotsky et d'autres membres du Bureau Politique, une invasion de la Géorgie avait été décidée. Dans ses lettres de décembre 1922, peu avant sa mort, Lénine attaquait Staline et le Commissaire des Peuples pour les Nationalités sur la façon dont ils traitaient la Géorgie, comme des chauvins grand-russe; il déclarait : "*Je pense que la hâte de Staline et ses préférences pour l'administration pure, ensemble avec son dédain pour le 'socialisme national' ont joué un rôle néfaste ici. En politique, le dédain joue généralement le rôle le plus méchant.*" (page 606, vol.36 Lenin collected works, 1966) Pour plus de détails, voir *Le léninisme sous Lénine*, Marcel Liebman, Merlin Press.

<sup>2</sup> Allemagne, Révolution et Contre-révolution, Friedrich Engels, Martín Lawrence

<sup>5</sup> The Permanent Revolution, Results and Prospects, idem

<sup>7</sup> Tasks of the RSDLP in the Russian Revolution, Lenin. *Collected works*. Vol 23

<sup>8</sup> Introduction de Trotsky de 1929 à l'édition russe de la Révolution Permanente, dans The Permanent Revolution and Results and Prospects (1906) New Park Publications 1962